

LA HAUSSE DES PRIX

première conséquence
du réarmement

Le niveau de vie des travailleurs est menacé



Les incidences du réarmement sur la distribution des marchandises étaient à prévoir, ce qui confirme avec évidence qu'il n'est pas possible de relever les conditions d'existence des travailleurs et de donner à l'armement une place croissante dans l'économie.

La presse parle d'une augmentation de l'huile de l'ordre de 20 %, de 50 francs de plus au kilo pour le chocolat et le café mais toute une gamme de produits et d'articles sont touchés par la hausse : chaussures, articles de ménage, produits chimiques, textiles, charbon, fruits, légumes, viande, charcuterie, et tous les produits d'épicerie et de crèmerie...

La hausse de ces marchandises est déterminée évidemment par la rareté des matières premières sur le marché mondial, rareté qui a élevé les cours en raréfiant les matières premières destinées au secteur civil pour les stocker dans le respect général de la politique d'armement, rareté qui favorise d'autre part une grouillante spéculation.

Les Pouvoirs publics sont évidemment impuissants à réfréner cette hausse puisqu'elle a pour but précisément de faire consommer moins de ce qui est utile à la vie et de produire plus de ce qui n'a aucune utilité économique directe, but de la politique gouvernementale actuelle.

Il est évident que les militaires et les politiques présentent cette limitation de la consommation, cette misère plus grande pour les travailleurs comme un sacrifice indispensable pour défendre la « liberté ».

Les travailleurs sont victimes en période de paix relative par le fait « des affaires qui ne tournent pas rond », ils le sont davantage ensuite lorsque la machine de guerre s'ébranle pour harceler toutes les richesses sociales, et cette fameuse coalition atlantique est appelée à serrer toujours plus la ceinture de l'ouvrier jusqu'au moment où les opérations militaires achèveront de créer l'enfer, le grand marché noir et les queues devant les boutiques presque vides.

Et pourquoi tout cela ? Parce que le monde dans ses rapports depuis les personnes jusqu'aux grands États ne connaît que la concurrence comme loi essentielle de vie.

1° Concurrence économique par l'ex-

ploitation des travailleurs à divers degrés, et parfois exploitation des travailleurs par les travailleurs, concurrence pour les marchés extérieurs atteints par des méthodes de brigandage douanier, fiscal ou salarial.

2° Concurrence politique dans son expression la plus saïssante et la plus diabolique : la GUERRE. La guerre qui est le moyen habituel des États pour trancher leurs différends par la force lorsque toutes les « ficelles » de la diplomatie ont été usées.

Quel peut donc être l'avenir des travailleurs dans un tel climat, sinon de souffrir, d'être angoissé, d'avoir de faux espoirs puis d'accepter cela comme une loi fatale, inexorable contre laquelle il n'est pas possible de se retourner sans en être meurtri davantage ?

Les dirigeants n'ont que cela dans la bouche : inflation, alors que cette inflation leur permet de tourner les difficultés en étranglant les faibles, les vieux travailleurs qui crèvent de faim et ceux qui se sont saignés aux quatre veines en épargnant pour les vieux jours.

Et les vieilles badernes de « l'économie » vont accuser les syndicalistes d'ouvrir des portes d'entrée à l'inflation en poussant à la hausse des salaires.

Le grand malheur c'est que la machine étatique et capitaliste ne se détraque pas sous l'aiguillon d'une hausse de salaires, mais trouve toujours le moyen de fonctionner sans à-coup car elle reprend toujours ce que le travailleur a conquis, même si le salaire s'élève en billets.

(Suite page 4, col. 5.)

EN INDOCHINE

Morts inutiles

De retour d'une tournée d'inspection en Indochine Léon Bouthien alertait le Comité directeur de la S.F.I.O. sur les périls menaçant le corps expéditionnaire. Non pas pour exiger le retrait immédiat, mais pour obtenir du gouvernement de Plevén des mesures plus énergiques et des U.S.A. une aide militaire à la mesure des besoins.

Il est significatif que le choix de Plevén se soit arrêté sur la personnalité du général De Lattre bien connu pour son mépris des vies humaines. Il s'agit de mettre un terme à l'incroyable bagabie des milieux diplomatiques et militaires de Saigon, où s'agitent les spéculateurs et les résidus du vichysisme blanchis par les circonstances.

Du point de vue de la caste militaire, l'intervention en Indochine, il y a quelques années, semblait se justifier. Les états-majors pouvaient espérer redresser une situation compromise et juguler définitivement une poignée de rebelles sans grande conséquence. Aujourd'hui, les conséquences d'une prétendue politique de force, d'un jusqu'au-boutisme échevelé, sont implacables. Les faits sont là : il faudra de gré ou de force, envisager le retrait des troupes françaises.

Que cela doive coûter inutilement la vie de milliers d'individus, n'est pas douteux. Plevén et sa majorité sont prêts à le sacrifier. D'autant plus que la piétaille est fournie par les troupes coloniales (marocaines et indigènes) et les légions étrangères. On nous cache la vérité : Les assauts de guérilla ont fait place à la guerre de front. Avec lignes de défense, blindés et canons de part et d'autre. Un entrefilet de la grande presse — pourtant soigneusement censurée — nous apprendait récemment qu'une « usine d'armement du Viet-Minh avait été bombardée ». Pourquoi alors taire la réalité ? S'agit-il de ne pas donner prise à l'hostilité générale des travailleurs contre les massacres d'Indochine ? Et c'est là le principal motif à la politique criminelle du gouvernement. Il cherche à justifier sa présence en agitant l'épouvantail de l'intervention chinoise. Comme l'anti-communisme, de la faute même des dirigeants stalinien est le seul argument qui puisse porter, on espère ainsi s'en tirer très honorablement sous le couvert de l'antibolchevisme cher aux fascistes du P.N.F.

Quelle que soit l'issue du conflit nous pouvons être certains que personne ne profitera de la « Victoire » si ce ne sont les trafiquants de piastres, d'armes et de riz — ce riz indispensable aux populations vietnamiennes.

La victoire « française », improbable d'ailleurs, ne ferait que perpétuer la guerre permanente, inhérente au colonialisme. La victoire d'Ho Chi Minh sur un autre plan amènerait la dictature d'une bureaucratie exploitant les masses paysannes avec autant de férocité que les colons de la métropole.

Celle de Bao Dai, fortement appuyée par les U.S.A. pour mettre dans l'embarras leurs « collègues » britanniques, signifierait la résurrection des despotes mandarins et de la clique des généraux locaux.

Mais ce qui est certain, c'est que les travailleurs ne peuvent, ne doivent pas, se faire les complices de massacres injustifiés. Ils doivent s'opposer dans leurs syndicats, dans leurs entreprises, dans leurs organisations de jeunesse, au maintien du corps expéditionnaire en Indochine. Les péti-

tions ne suffisent pas. Nous n'avons rien à attendre, si ce n'est le pire, des « élus » du peuple. Les travailleurs doivent passer à l'action directe. De jour en jour, le gouvernement est embarrasé. La pression populaire doit le contraindre à réviser sa position. Plus que jamais doit être répété le mot d'ordre « pas un sou, pas une heure de travail, pas un homme, pour la guerre d'Indochine ». Sinon la classe ouvrière portera la responsabilité de la mort de milliers d'hommes.

Roland DESAGIS.

Aux « Combattants de la Paix » de Saint-Nazaire

Les « Combattants de la Paix » de Saint-Nazaire ont organisé une pétition contre le réarmement de l'Allemagne.

Imitant le texte proposé aux signatures, nous faisons connaître aux Nazairiens ce que les promoteurs de cet acte se devaient de proclamer s'ils avaient été des pacifistes sincères :

RÉARMER L'ALLEMAGNE !

C'EST METTRE NOTRE PATRIE EN DANGER
C'EST COMPROMETTRE LA PAIX

Nous n'avons pas de haine contre le peuple allemand. Nous savons que lui non plus ne veut pas de ce réarmement qui ne peut se faire qu'avec l'appui des généraux vaincus, des S.S., des nazis qui nous haïssent et ne rêvent que de revanche.

Le réarmement allemand sanctionnerait la coupure de l'Allemagne, donnerait le pouvoir aux généraux qui déjà proclament leur volonté de reconstituer le « Grand Reich » par la force des armes, et serait au cœur de l'Europe un danger extrêmement grave et permanent : CHAQUE INCIDENT RISQUERAIT DE DECLANCHER UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

Nous nous souvenons des événements qui ont suivi 1918, nous savons sous quel camouflage, de concession en concession, l'armée allemande s'est reconstituée et qu'il est utopique de croire que l'on peut contrôler la force armée allemande.

1870 - 1914 - 1940

Nous nous souvenons, et, fidèles à nos morts, nous pensons qu'en ces heures graves il est de notre devoir de nous adresser à la population de notre région si durement éprouvée par la dernière guerre, et de lui demander d'affirmer que le désarmement général de l'Allemagne, tant à l'Ouest qu'à l'Est, dans le respect des accords signés, est la condition essentielle du maintien de la paix.

RÉARMER

C'EST METTRE L'HUMANITÉ EN DANGER
C'EST COMPROMETTRE LA PAIX

Nous n'avons de haine contre aucun peuple. Nous savons qu'aucun peuple ne veut de réarmement, lequel ne peut se faire qu'avec des généraux, des gendarmes, des politiciens qui nous trahissent et ne rêvent que de domination.

Les armements ont toujours abouti à donner le pouvoir aux généraux qui n'ont jamais fait que proclamer leur volonté de constituer ou de maintenir des empires par la force des armes. Ils ont toujours été pour les hommes un danger extrêmement grave :

CHAQUE INCIDENT RISQUE DE DECLANCHER UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

Nous faisons appel aux leçons du passé. Nous savons qu'aucun État n'est possible sans une armée qui n'en est que le corollaire et qu'il est utopique de lutter pour la paix sans s'attaquer conjointement aux États quels qu'ils soient.

1870 - 1914 - 1940

Nous nous souvenons de tous les morts et il est de notre devoir de nous adresser aux vivants pour leur rappeler que les accords signés entre les États n'ont jamais été que des chiffons de papier et que l'action directe des hommes de tous les pays pour la conquête de leurs droits est la condition essentielle de la Paix.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 253
VENDREDI 26 JANVIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LA PAIX DIPLOMATIQUE c'est encore la guerre

Letourneau a fait une déclaration concernant l'Indochine : lui aussi veut la paix mais Ho Chi Minh peut tenir également le même langage. Lui aussi veut la paix mais il pense que la guerre lui permettra de mettre la main sur 2.200.000 hectares de terres à riz, propriété actuelle des colons et des missionnaires...

Il pense pouvoir monnayer pour le compte de l'économie indochinoise la production de caoutchouc et utiliser à des fins d'industrialisation, de création d'usines dans les campagnes, le très riche anthracite du Tonkin, le zinc, l'étain, le ciment, matières aujourd'hui exportées pour enrichir une poignée de potentats. La guerre n'est voulue par personne mais elle se fait et la guerre d'Indochine, si elle est vue par la majorité de la population comme une affaire ennuyeuse qui coûte des milliards et du sang, elle est considérée par les « élites » indochinoises comme le moyen d'en finir avec le « fait capitaliste » que constitue le colonialisme, et c'est là un réflexe plus national que social, plus lutte de place que lutte de classe étant donné que les bénéfices que la communauté indochinoise peut tirer dans l'immédiat d'une disparition du colonialisme sont très aléatoires.

Mais dans cette grande guerre préparée et dont l'histoire d'Indochine n'est qu'une étape, il n'y a pas que des raisons économiques et sociales qui priment. Il y a aussi des raisons stratégiques.

L'Indochine, pour reprendre cet exemple, est enclavée, entre le monde indien et le monde chinois et s'avance profondément dans l'océan Pacifique. Elle est proche de Sumatra et de Bornéo, îles à matières premières, c'est une plaque tournante pour la « protection » ou la conquête de l'Indonésie et c'est une plate-forme indispensable dans les grands réseaux commerciaux aériens et maritimes qui lient l'Afrique, l'Europe, la Chine et le Japon. Or, dans la concurrence militaire de deux mondes, c'est une base de première importance comme la Corée est une base tournée contre les centres industriels sibériens et mandchoux, ou braquée sur le Japon selon qui la possède.

C'est pourquoi la position de Washington vis-à-vis de contre-propositions de Pékin comme la position chinoise vis-à-vis des « agresseurs impérialistes » apparaissent l'une et l'autre comme une infâme comédie car si Mao Tsé Toung veut se débarrasser de l'empire américaine en Asie, le Département d'Etat veut au contraire maintenir et faire progresser cette emprise, d'abord pour empêcher l'ennemi dissimulé mais n° 1 de devenir trop puissant et par conséquent le tenir en respect, ensuite pour empêcher que l'économie chinoise s'intègre dans l'économie soviétique et devienne un deuxième gros morceau enlevé au circuit commercial capitaliste.

C'est pourquoi dans les appels de Truman il est tant question de lutte pour la vie future des États-Unis : les poli-

ALORS même que les préparatifs de guerre se précisent, qu'internationallement tout est mis en branle pour que rien ne soit oublié dans la mise au point du mécanisme, de tous les horizons politiques et diplomatiques, fusent des déclarations de paix. Le général Eisenhower lui-même, avec une franchise bien américaine, a reconnu que la guerre ne résoudrait rien ; Nehru, à qui il fut demandé sa position dans la guerre latente, indiquait que le mal était la course aux armements, ceci dit avec des réminiscences gandhistes ; il n'est que des militaires du type Emmet O'Donnell qui se trouvent d'ailleurs dans tous les pays qui puissent regretter les états-majors en campagne et les armées en mouvement.

tiques voient non seulement la guerre qu'ils considèrent comme fatale mais sont obsédés par les données du problème impérialiste : maintenir une économie en continuelle expansion, non contrariée par un système économique fermé ou entr'ouvert.

En effet, le reproche que le socialisme « fiscal » américain fait au socialisme d'Etat soviétique ce n'est pas d'être socialiste mais c'est d'être un concurrent économique et politique.

D'être un concurrent économique : 1° en empêchant l'établissement de capitaux américains en U.R.S.S. ; 2° d'être un concurrent politique en représentant une conception du monde que l'américanisme veut réaliser d'une autre manière, par une démocratisation mécanique. Mais l'un se base sur des cadres ouvriers, l'autre sur les cadres privilégiés pour arriver au même résultat :

Un pouvoir bureaucratique et puissant d'une part, une large masse qui travaille et qui doit obéir de l'autre.

C'est pour atteindre ce résultat que dans les écoles de guerre les stratèges soviétiques et américains enseignent la science militaire.

C'est pour cela que l'économie américaine produira désormais par an, pour rattraper le temps perdu, 50.000 avions et 35.000 chars.

C'est pour cela aussi que le commandement atlantique a refondu sa tactique générale en donnant à chaque pays adhérent au pacte la place qui lui revient dans l'échiquier stratégique, en y incluant évidemment l'Allemagne occidentale et l'Espagne : l'armée de choc et l'armée de résistance.

Pourtant, tout ne va pas si bien chez

les militaires. L'expérience de Corée a déjoué tous les pronostics. Une armée de 250.000 hommes, puissamment outillée, soutenue par l'aviation et la marine, a été mise sur la défensive par une armée de guerilleros sans aviation, presque sans artillerie et sans blindés. Les militaires pensaient que l'enfer des bombardements et de l'artillerie al-

laient éclaircir les rangs chinois par le « sauve qui peut » et il se trouve que cette résistance, faite en dehors des règles militaires, inquiète les stratèges au point de vouloir faire des centres industriels chinois montés avec les capitaux anglais, un amas de décombres.

Mais les « politiques » modèrent cette impatience car ils savent que la guerre est un problème politique, que la partie « destructive » de la guerre est onéreuse et inefficace. Il serait tellement plus utile d'empêcher la Chine de basculer de son énorme poids dans la trappe stalinienne.

Et dès lors les horoscopes fusent sur « l'inconnue » américaine. Vont-ils « rembarquer » ? Vont-ils se maintenir ?

(Suite page 4, 1^{re} col.)

LA FAMINE MENACE-T-ELLE ?

LE LIBERTAIRE s'« enrichit » cette semaine d'une collaboration aussi inattendue... qu'involontaire : celle de M. Edouard Bonnefous, député de Seine-et-Oise, président de la Commission des Affaires étrangères.

A la vérité, cet honorable représentant du Peuple n'a pas écrit cet article pour le Libertaire, mais pour le journal « Toutes les Nouvelles » de Versailles, l'hebdomadaire bien pensant du chef-lieu de Seine-et-Oise.

Toutefois, cet exposé nous a paru si pertinent que nous avons jugé utile de le reproduire intégralement.

A nos lecteurs de juger !

LA crise très grave dans laquelle nous sommes plongés et qui menace toute la civilisation ne se résoudra pas seulement par la guerre et par les victoires militaires. Elle a de multiples causes, des aspects très divers, elle nécessite des solutions constructives à l'échelle mondiale.

Sait-on que l'un des problèmes les plus angoissants est l'accroissement considérable de la population mondiale dans le même temps où la production alimentaire n'est pas loin de plafonner ?

La famine a toujours suivi la guerre, mais la sous-alimentation est une ruée posée maintenant de façon permanente un peu partout sur le globe, prin-

cipalement dans le Proche-Orient, illustrant ainsi les thèses anciennes du malthusianisme.

S'il faut en croire les rapports de la F.A.O., la production alimentaire planétaire, dès cette année. En 1960, pour nourrir le monde, il faudra doubler la production du lait, tripler celle de fruits et de légumes, augmenter de 20 % celle de céréales, de 46 % celle de viande... Nous en sommes donc bien à ce point où « l'Essai de principe de population » indiquait que les « courbes du peuplement et des moyens d'existence allaient se croiser. Des voix un peu partielles reprennent le cri d'alarme de Malthus.

(Suite page 2, col. 4.)

L'INFLATION ET L'ETAT

CES derniers temps, et en particulier depuis que le réarmement intensif de l'Occident est chose commencée, on a beaucoup parlé du « spectre » de l'inflation en France comme aux U.S.A. et dans l'ensemble des satellites américains. En effet, lorsque une fraction considérable de l'économie fonctionne en vue de la préparation à la guerre, les dépenses de consommation courante sont produites inévitablement sur une échelle de plus en plus étroite. Dans la production nationale, on fait de plus en plus d'uniformes et de moins en moins d'habits, de plus en plus de tanks et de moins en moins de tracteurs, etc. Cependant toute cette importante portion de l'économie qui tourne pour le casse-pipes distribue aux ouvriers des salaires d'autant plus considérables à la longue « en chiffres » qu'on s'arrange pour leur imposer des heures supplémentaires par des moyens plus ou moins détournés.

Dans la pratique se rencontrent donc une masse monétaire importante représentant les salaires des travailleurs, et de moins en moins de mar-

vaches à lait pour rembourser les seconds — si la valeur du franc d'ailleurs vaut le dérangement. Evidemment, nous schématisons, mais c'est bien le principe, et c'est ainsi qu'il s'applique, hélas !

Ainsi, sur 400 francs que dépense l'Etat, trois cents proviennent d'une manière ou d'une autre de ce vol non prévu dans la Constitution, et discret, qui se nomme l'inflation. Les cent autres proviennent du vol légal qui a pour nom les impôts. Et il n'y a pas que les rentiers, les pensionnés, les

(Suite page 4, col. 3.)

LES 100 FR. DU « LIB »...

sont versés par de nombreux camarades, sympathisants et militants. Or, les tarifs pratiqués dans la Presse ne cessent d'augmenter : Aussi, pour que le « LIB » subsiste, pour qu'il ait des chances d'accroître ses moyens de diffusion, les versements doivent être effectués régulièrement

...CHAQUE SEMAINE !

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

LA F. A. JAPONAISE : ORGANISATION DE COMBAT

Une lettre du Japon nous annonçait la restructuration du mouvement anarchiste sur le modèle de la F.A. de France, un article précise le contenu de cette intention :

Depuis la guerre de Corée le monde entier est sur un volcan prêt à entrer en éruption. Dans notre pays, comme ailleurs, se livre le combat entre les deux régimes qui dominent le monde. Le gouvernement réarme et pratique la surexploitation, et le parti stalinien mène son action propre par des moyens illégaux.

Nous autres, anarchistes japonais, ne nous allions à aucun des deux blocs, mais cela ne suffit pas, il nous incombe aussi d'éduquer les masses, car la présente crise tend à aboutir à l'instauration d'une oppression monolithique. Notre combat contre l'exploitation étatique et la démagogie stalinienne doit être renforcé.

Ainsi, il nous faut déterminer si la Fédération Anarchiste japonaise est apte à la lutte. A la fin du dernier conflit, il était logique que nous fédérions, à l'échelle nationale, toutes les tendances anarchistes par une « discipline élastique ». Cependant, les modifications de la situation ont montré l'inefficacité de notre organisation en ce qui concerne certains aspects de la lutte.

Avant tout, il importe de réaliser l'unité idéologique. Adhérents à notre fédération des anarchistes communistes, individualistes, syndicalistes, sans compter les « purs ». Or, ces diverses écoles n'ont subi aucun progrès, malgré les acquisitions politiques, économiques et scientifiques du siècle. Elles ne font que se plier à un dogme unique.

Ainsi, la F.A.J. n'ayant pas d'unité idéologique, l'action en vue de la révolution sociale est mise en veilleuse. Certains pensaient à une révolte paysanne avec des bâtons, d'autres déconstruisaient la lutte des classes. Les « purs », enfin, ne voulaient pas reconnaître la possibilité d'une action révolutionnaire dans les syndicats. Il est évident qu'une telle organisation était incapable de faire face à toutes les attaques adverses conjuguées.

Il est vrai que l'unité d'action est très désirable, cependant, s'il faut attendre que celle-ci se réalise pour commencer la lutte, il n'y aurait qu'à abandonner immédiatement. Nous sommes bien loin de la société idéale, et pour l'instant, il nous faut agir chargés de toutes les chaînes du monde capitaliste.

Pour lutter, il s'agit de mettre à profit le répit dont nous pouvons disposer pour faire face aux dangers qui nous menacent sans interruption. Nos congrès doivent prendre des décisions nettes, des commissions doivent étudier tous les problèmes qui se posent à nous. Pour nous défendre, nous devons nous soumettre à un examen réciproque et il importe que celui qui trahit notre cause et les secrets de notre fédération soit châtié.

Si nous rentrons en polémique sur ces questions, les uns après les autres, à partir de conceptions doctrinales divergentes, nous serons vaincus par nos ennemis entre temps. Pour transformer notre fédération en organisation de combat, nous devons agir unanimement quant aux idées et aux méthodes, nous unir sur un programme spécifiquement anarchiste permettant de promouvoir la révolution et fondé sur les acquisitions sociales, économiques et scientifiques des cinquante dernières années et ainsi systématiser l'Anarchisme.

Nous ne pouvons donc nous accorder avec ceux des anarchistes individualistes qui nient l'organisation, ne reconnaissent pas la lutte de classe ou ignorent les décisions communes. Ils ne peuvent participer à une organisation de combat. Nous voulons être les plus fervents adeptes des principes anarchistes. Mais, un organisme de combat ne peut se fonder sur l'ignorance des conditions de la société réelle. Pour notre auto-défense et pour l'attaque de nos adversaires, il nous faudra être sévères et impitoyables, même envers les nôtres.

Aussi, nous remplacerons la F.A.J. actuelle. Un club ou une société quelconque conviennent à l'agrément, non au combat social.

(Extrait de la « Heim Shimibun » organe officiel de la F.A.J.).

ESPAGNE

Crimes de Franco

Il y a quelques mois nous avons communiqué, d'accord avec des informations détaillées reproduites par la presse d'émigration, que le militant libertaire connu Barnabé Lopez Calle, pendant plusieurs années à la tête d'un groupe de guérilleros, était tombé dans la lutte avec la garde civile et autres formations policières franquistes, le 31 décembre 1949, à Médina Sidonia (Cadix). Un grand nombre de ses camarades étaient tombés aussi en sa compagnie, tandis que son fils, qui appartenait au même groupe de résistants, avait réussi à s'échapper.

Le journal *Espana Libre* communique maintenant que le fils de Barnabé, à l'âge de 25 ans, vient aussi de perdre la vie. Lui-même et deux autres militants andalous, dont on ignore les noms pour l'instant, ont été attaqués par la Garde Civile et tués sans avoir pu se défendre contre leurs agresseurs.

Dans une des prisons de Valence, le vieux militant anarcho-syndicaliste Marcos Villar Mendoza est enfermé depuis quelques temps. Il a été arrêté à Barcelone et a subi des tortures terribles. Pendant tout un mois il a été maltraité cruellement. Un groupe de prisonniers communiste dans le journal *Espana Libre* que ce camarade est en danger d'être condamné à mort et demande l'organisation d'une campagne de solidarité pour ce militant menacé sérieusement. Mendoza était connu déjà avant la guerre civile comme militant et vendeur de journaux et littérature confédérale, et pendant la guerre il avait une importante fonction dans la com-

mune de Sagunto, où il était estimé par tous à cause de son attitude digne et humaine.

A.I.T.

En Argentine

Le fameux journal anarchiste *La Protesta*, on le sait, a cessé de paraître comme publication légale. Pendant plusieurs années, ce journal, qui paraissait à Buenos Aires, avait été poursuivi par le régime policier péroniste, mais la cause de sa suppression définitive est que le journal s'était refusé à participer à la propagande nationaliste prescrite à toutes les publications du pays qui, pendant l'année 1950, devaient rappeler directement sous le titre, le nom du « libérateur » du pays.

Mais *La Protesta* a pu paraître quelquefois avec des éditions clandestines. Une de celle-ci est arrivée au secrétariat de l'A.I.T., elle est datée de Buenos Aires, novembre 1950, et naturellement on n'y lit rien de l'année du libérateur :

Un grand article à la première page s'occupe de la situation politique au pays de Péron et proteste avant tout contre un nouveau projet de loi qui devrait donner à la terreur gouvernementale des formes nouvelles, en dépit du fait que déjà la loi « pour la sûreté de l'Etat » accorde aux autorités des droits extraordinaires dans leur lutte contre les droits civiques de la population. Le nouveau projet de loi qui déjà a été approuvé par le Sénat et la Chambre des Députés, vise à supprimer « le sabotage » et « l'espionnage » et donne au gouvernement des pleins pouvoirs contre toute forme d'opposition, de façon que toute mesure de répression deviendrait « légale » après la mise en vigueur de la loi mentionnée. Ce projet, déclare le journal, est tout simplement monstrueux, il est un instrument de la terreur pure et menace tout le peuple argentin. Sous pré-

texte d'empêcher le sabotage, l'espionnage et la diffusion de nouvelles « tendancieuses » ou des faits de « caractère réservé », qui pourraient être nuisibles aux intérêts de la nation ou favoriser des puissances étrangères en leur procurant des données sur les activités économiques ou militaires de l'Argentine, on donne au gouvernement le pouvoir illimité pour proclamer l'état de guerre en pleine paix et soumettre toute la vie du peuple au contrôle permanent de l'Etat. Le projet de loi donne au gouvernement la possibilité d'empêcher la diffusion de nouvelles qui, sans être secrètes, pourraient devenir nuisibles aux intérêts du pays, mais cela signifie que le gouvernement aura le droit de supprimer et de censurer ce qu'il voudra.

Le journal cité, qui a huit pages, contient aussi quelques articles spé-

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — **M. BAKOUNINE** : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — **P. GILIE** : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — **S. FAURE** : Mon Communisme, 280 fr. (290 fr.). — Les 12 propos subversifs, 280 fr. (310 fr.). — **G. LEVAL** : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.). — **G. BRITEL** : Péron ou distribuer, 70 fr. (85 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — **E. RECLUS** : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — **J. DUBOIN** : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — **E. BERTH** : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — **PRADAS** : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution y el estado



INTERNATIONALE ANARCHISTE

BULGARIE

De Bogdanovdol à Persyan

L'ARRIVEE AU CAMP

J'ai été arrêté le 16 décembre 1948 à 3 h. 30 du matin. Deux agents de la police civile et deux en uniforme m'ont emmené au commissariat de police du 18^e arrondissement de Sofia, après avoir fait une perquisition minutieuse dans toute la maison.

A midi on nous a transférés, avec les camarades Entcheff et Karanoff — qui était déjà là — au commissariat du 5^e et, le soir, nous étions 25 camarades ramassés de la même façon. Après cinq jours passés dans un régime de plein carême, sans pain et sans eau, nous fûmes amenés à la Sûreté Nationale. Un interrogatoire superficiel et l'enregistrement habituel faits, on nous envoya en Jeeps à Pernik, centre minier à 50 km. de Sofia. Le même soir, nous étions déjà amenés en camion au camp de concentration de Bogdanovdol. Là, sous un froid de 22° au-dessous de zéro, notre « admission » continua jusqu'à minuit. J'étais parmi les « chanceux », car certains attendaient leur tour jusqu'à lendemain. Chacun entra chez le capitaine Guerchanski et le directeur Nicoloff et en sortait abruti et crispé de douleur ayant reçu chacun 25 ou 30 coups de fouet. Après on nous poussait dans une baraque pour passer la nuit.

C'est ainsi que commença notre « rééducation ». Le lendemain, on nous obligea à nous déshabiller et à prendre un bain froid et on nous donna des vêtements de prisonniers.

Cette cérémonie dura deux jours encore avec les prisonniers qui arrivèrent de la même façon : la plupart étaient des anarchistes. Tous étaient battus, fatigués et certains, devant l'incertitude de leur sort, un peu apeurés. C'est alors que je vis notre camarade Panteley Popoff, professeur au lycée de Doupnitsa, devenu fou à la suite d'interrogatoires insupportables. Les criminels brutes policiers se moquaient de lui et l'obligeaient à entrer dans un bassin d'eau et le battaient encore.

Parmi les détenus dont je me rappelle les noms se trouvaient : Trouitcheff, Paralsky, un ouvrier de « Elprom » appelé Dimitri, Slavyan Terzysky (étudiant), et plusieurs autres. Je me rappelle mieux ceux qui étaient de notre région et que je connaissais déjà : Christo Kueorgueff de Doupnitsa, Dr Mikail Longoff, de Ril-la, Assen Kalaidjisky, de Palatovo, Christo Inkeuff, de Bobochevo, Vidine Chalvaroff, de Voukovo, Slavcho Bochoff, de Moursalevo, Dimir Hadjief, de Skirno, Zdrovko Mitcheff, de Slatino, Yordan Bochoff et Yordan R. LOUZON ; Moursalevo, Yordan Markoff, de Varbovnik, Borinsky, de Mali-Vorbovnik, Mikail Mourdjief, de Smotchevo.

LUTTE CLANDESTINE

claux sur la situation syndicale qui est très tendue après la défaite des marins et des ouvriers des constructions navales. La situation de ces deux catégories d'ouvriers est traitée dans des articles précieux. L'organisation de la Fédération de Oubros en Construcciones Navales, qui était autonome, est maintenant dissoute et ce qui reste de l'organisation appartient à la C.G.T., centrale contrôlée par le gouvernement lui-même. Le journal affirme sa conviction que les forces saines des ouvriers de constructions navales supporteront les difficultés créées par l'intervention policière et la fermeture des locaux de l'organisation. Les meilleurs éléments de l'organisation continueront de résister au nouvel ordre en Argentine et la fédération renaitra un jour avec toute la force morale d'autrefois.

Un grand article s'occupe aussi du danger de guerre et démontre les intérêts pacifiques des peuples en opposition à tous les blocs impérialistes du monde. L'article termine en déclarant que les anarchistes, au cas d'une nouvelle guerre mondiale, ne se contenteront pas du rôle de spectateurs passifs, mais qu'ils seront prêts à combattre la guerre en formant partout des groupes de lutte et de guérillas, sans demander la permission à personne.

Un dictateur démocrate

Au Brésil

Au mois d'octobre dernier ont eu lieu les élections et, fait inédit, ou du moins très rare, l'ex-dictateur Getulio Vargas a été élu Président de la République. Notable, n'est-ce pas ? Il a obtenu plus de 4 millions de voix. Eduardo Gomes, qui avait aussi été candidat en 1945, en a obtenu 2.500.000. Cristiano Machado, candidat officiel, a obtenu l'appui du gouvernement) 2.000.000 de voix, et Jao Mangabeiro, candidat socialiste, 30.000.

En 1945, les socialistes avaient appuyé Eduardo Gomes, mais comme aux dernières élections celui-ci accepta l'appui des « intégralistes » (les intégralistes ne sont ni plus ni moins que les nazis brésiliens, mais ils sont fanatiquement catholiques et depuis la défaite hitlérienne ils sont les champions de la démocratie), ils présérèrent un candidat, sans espoir qu'il gagne naturellement, ce fut seulement une prise de position.

Le Parti Communiste (qui n'existe pas légalement, il fut dissous en 1947) avait ordonné à ses adeptes de voter blanc, mais malgré cette prise de position, beaucoup de communistes ont voté pour Vargas, malgré que celui-ci ait poursuivi pendant les quinze années qu'il gouverna.

Vargas est un habile politicien de 67 ans qui conquit par ses discours et ses attitudes démagogiques, une bonne partie de la classe ouvrière. Il avait manifesté une vive sympathie pour le régime hitlérien et, s'il fut obligé de déclarer la guerre à l'Allemagne, ce fut par influence étrangère et ce fut aussi par cette influence qu'il fut chassé du pouvoir en 1945, après 15 ans de gouvernement : démocratique de 1930 à 1935 et dictatorial de 1935 à 1945.

Plus de 4 millions d'électeurs ont élu Vargas, et si les illettrés pouvaient voter, il aurait obtenu un million de votes de plus, car, naturellement, ce sont les ouvriers pauvres et paysans ignorants qui l'appuient.

En février prochain Vargas reprendra le pouvoir : il avait fait beaucoup de promesses mais depuis qu'il a été élu il nous a déjà averti que le peuple devait faire des sacrifices. Ses électeurs attendent des miracles, il ne les fera pas : mais il est assez habile pour démontrer que s'il ne peut les faire c'est « le lampiste qui est responsable ». Nous avons un exemple à côté de nous : notre voisin Péron est en train de miner l'Argentine, mais il prétend être son sauveur.

LA RÉPRESSION EN ITALIE

Les vieux camarades se rappelleront sans doute la campagne que les anarchistes firent en France en 1928 et 1929 pour empêcher le gouvernement français de livrer à la police italienne le camarade Angelo Sanna. Cette campagne eut à l'époque un grand retentissement.

Le gouvernement fasciste italien avait appuyé sa demande d'extradition sur des faits que Sanna déclara toujours être faux, mais ces accusations étaient portées d'une telle façon, que le gouvernement français refusa de nous entendre et livra notre camarade aux fascistes qui le condamnèrent à une longue peine de prison qu'il subit encore. Sanna était accusé d'avoir assassiné des militants fascistes.

Les anarchistes italiens s'agitent depuis 1946 pour obtenir la mise en liberté de notre camarade mais jusqu'à présent, ni la magistrature, ni les gouvernements qui se succèdent au pouvoir, plus attentifs aux désirs de l'Eglise qu'aux appels à la justice, n'ont pas prêté l'oreille à ces protestations. Un groupe de camarades italiens s'est particulièrement attaché à ce travail et demande l'aide de tous.

Les mouvements en Allemagne

Le 21 janvier 1951, les socialistes révolutionnaires de Berlin se réunissent pour manifester contre la terreur des filices stalinistes. En effet, le mouvement révolutionnaire se trouve sous le coup de l'enlèvement du camarade Alfred Weiland qui travaillait étroitement avec les anarchistes.

Vu la situation précaire à Berlin, les anarchistes berlinois ont décidé la fusion de leur organe « Der Freie Arbeiter » (« Le Travailleur Libre ») avec celui des anarchistes en Allemagne Occidentale « Befreiung » (« Libération »), paraissant à Mülheim (Ruhr) et qui dispose également des fonds de « Neue Generation ».

Les anciens anarcho-syndicalistes publient à Darmstadt, en Allemagne Occidentale, une revue mensuelle bien présentée « Freie Gesellschaft » (« Société Libre »).

A Berlin paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest, pour un monde socialiste qui libère ».

« Der Funke » (« L'Étincelle »), petit mensuel moins riche, représente une tendance proche à celle de Rosa Luxembourgeois. A. Weiland était un des rédacteurs principaux de cette publication.

TITISME ALLEMAND

La désagrégation poussée du P.C. allemand, les crises de plus en plus ouvertes, les ébranlements et les enlèvements de fonctionnaires communistes par le M.V.D. soviétique, ont abouti à une organisation titiste qui, dans son hebdomadaire « Freie Tribune », préconise la constitution d'un nouveau parti politique basé sur la stricte idéologie du marxisme-léninisme orthodoxe. Principalement un organe cantonné dans le centre « brigades » en France, « Freie Tribune » et son journal autrichien « Die Einheit » (« Unité ») paraissant en Carinthie, près de la frontière yougoslave, ne sont que les porte-paroles

de Belgrade et de sa politique bien connue.

« Arbeiterpolitik » (« Politique Ouvrière »), le petit mensuel des brandebourgeois, défend les mêmes positions d'un national-bolchévisme allemand.

A l'opposé de ce sectarisme stérile et

sans avenir, les anarchistes et les socialistes révolutionnaires en rupture ouverte avec les vieux partis, cherchent des voies nouvelles. Voilà un aperçu de ce qu'est la situation du mouvement révolutionnaire en Allemagne au début de 1951.

C. GASTON.

LE CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

Guerre froide à Berlin

Enlèvements et meurtres de militants ouvriers indépendants

Tout commentaire affaiblirait ces simples coupures de presse, cueillies au cours d'une rapide lecture des plus récents numéros de *Befreiung* und *Der Freie Arbeiter*, de Mülheim-Ruhr, organe de l'Unabhängige Arbeiter Union :

« OU EST ALFRED WEILAND ? »

« De Berlin nous parvient la triste nouvelle de l'attaque et de l'enlèvement perpétrés sur notre camarade Alfred Weiland. C'était, parmi les militants ouvriers rebelles au stalinisme, l'un des plus avancés et des meilleurs ; et nous étions justement en train de mettre sur pied, avec son aide intellectuelle et pratique, un Rassemblement des Antiautoritaires, pour travailler en commun sur une base élargie, à l'émancipation sociale en Allemagne. « Il n'y a malheureusement pas à s'y tromper : ce sont les gangsters politiques de la zone orientale qui ont kidnappé et fait disparaître Alfred Weiland ! Mais nous poursuivons, dans l'esprit de ce camarade, la tâche qu'il avait entreprise : unir dans une même communauté les partisans du combat social contre l'Autorité. »

Alfred Weiland était un des militants les plus en vue de l'Allgemeine Arbeiter Union à Berlin avant l'Hitlisme. Il fut aussi de ceux que le marxisme aveugla au point de lui masquer les dangers de l'heure, la dictature nazie lui paraissait « un non-sens au point de vue du matérialisme historique ». Je me souviens de nos discussions au sujet des articles qu'il publiait alors dans le *Kampfruf* et qui désignaient Von Papen comme « l'homme fort de la réaction tenant en laisse le roquet Hitler ». Après la chute du Troisième Reich, A. W. qui avait conservé son adresse, m'envoya bientôt son nouvel organe, le bulletin mensuel *Neues Beginnen* qui montrait les difficultés éprouvées par cet honnête et courageux camarade pour rompre avec la scholastique dont il était encore le prisonnier. Agitateur et organisateur né, Weiland avait contribué, ces derniers temps, à la création d'un organe socialiste dissident *Der Funke*, dont l'existence portait ombrage aux tristes héros du stalinisme berlinois. Ceux-ci ont agi... Qui voudra joindre sa voix à la nôtre pour demander des comptes aux bourreaux violateurs de frontières ? Qui s'efforcera avec nous d'arrêter le bras des assassins ?

MORT DE NAUMANN

« Le camarade Naumann est mort dans le camp de concentration de Bautzen, en Saxe. Avec d'autres camarades de notre mouvement, il avait été arrêté en décembre 1948, en zone orientale, et traîné jusqu'au camp ex-hitlérien, aujourd'hui bolchevick, où il est tombé, victime des brutes sanguinaires. Il a pris congé pour toujours des libertaires qui, là-bas, continuent à souffrir dans le bagne « rééducatif ».

« Depuis des dizaines d'années Naumann avait lutté en Saxe contre toute domination, toute exploitation et toute misère humaine. Il fut un des nombreux incorrigibles dont le nom n'a pas retenti au loin, mais qui, obstinément et sans se laisser détourner du chemin, travail lent à créer les conditions de la libération de tous.

« Notre devoir est plus que jamais de soutenir matériellement ceux qui sont arrêtés et leurs familles. Malheureusement, il n'est même pas possible d'exprimer notre sympathie par écrit aux parents du disparu, de crainte de représailles, mais nous continuerons le travail commencé dans le sens indiqué par le camarade Naumann. »

ESCLAVAGE D'ETAT

Les leçons de la situation allemande nous semblent à merveille exprimées par un journaliste « bourgeois » du *Neuen Zeitung* qui écrivait le 23 août 1950 :

« La forme moderne du servage, l'esclavage d'Etat, constitue la profanation la plus monstrueuse du MOI qu'on ait vu depuis le début de l'histoire. L'être humain ne s'appartient plus ; il est devenu propriété de l'Etat qui s'institute son employeur, son congédié, son père nourricier, sa marâtre, son confesseur, son détracteur, son espion, son juge, son avocat, son procureur et son bourreau.

« Tant qu'un seul Etat sur la terre exercera ce pouvoir exorbitant, immoral, diabolique, de tueur des âmes et de briseur des caractères, la guerre mondiale régnera en permanence, malgré les traités les mieux conçus. Aucune hypocrite, aucune tartufferie opportuniste n'y changera rien. »

Que ces vérités fassent leur chemin, et le sacrifice des Weiland, des Naumann et de millions de victimes innocentes, prendra enfin un sens ! Mais que d'efforts encore et que souffrances avant d'y arriver.

A. P.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire 15 fr. (25 fr.). — **S. PARANE** : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — **F. A.** : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — **P. KROPOTKINE** : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.). — **Aux Jeunes Gens**, 15 fr. (25 fr.). — **R. ROCKER** : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — **Y. FOUER** : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — **F. ROTHEN** : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — **BARBEDETTE** : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — **M. BAKOUNINE** : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — **P. GILIE** : L'Integration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — **T. L.** : La Laiterie, 12 fr. (22 fr.). — **IGNO-TUS** : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — **A. PRUDHOMMEAUX** : Catalogue Libéraire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.). — **G. LEVAL** : Anarchisme et Abandonisme, 20 fr. (30 fr.). — **E. RECLUS** : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). — **A. MICHEL** : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — **L. MICHEL** : Prisme de Possession, 30 fr. (40 fr.). — **MALATESTA** : Entre Paysans,

15 fr. (25 fr.). — **ERNESTAN** : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — **J. GRAVE** : La Société mourante et l'Anarchie, 180 fr. (215 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — **M. BAKOUNINE** : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — **P. GILIE** : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — **S. FAURE** : Mon Communisme, 280 fr. (290 fr.). — Les 12 propos subversifs, 280 fr. (310 fr.). — **G. LEVAL** : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.). — **G. BRITEL** : Péron ou distribuer, 70 fr. (85 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — **E. RECLUS** : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — **J. DUBOIN** : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — **E. BERTH** : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — **PRADAS** : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution y el estado

SERVICE DE LIBRAIRIE

SYSTEMES TOTALITAIRES

(en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — **J. BURNIAM** : L'Ere des Organisations, 300 fr. (330 fr.). — **ERNESTAN** : La Contre-Révolution Etaliste, 15 fr. (20 fr.). — **R. LUXEMBOURG** : Réforme et Révolution, 80 fr. (105 fr.). — **M. YVON** : Ce qu'est devenue la Révolution Ruse, 60 fr. (75 fr.). — **V. SERGE** : Le Nouvel Impérialisme, 150 fr. (180 fr.). — **R. LOUZON** : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — **M. COLLINET** : La Tragédie du Marxisme, 350 fr. (410 fr.). — **C.A. BONTemps** : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.). — **P.-L. TOMORI** : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — **M. GRAHAM** : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — **E. de la BOITE** : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — **G. LEVAL** : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — **DWIGHT MACDONALD** : Parité de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — **A. CHIGA** : Lénine et la Révolution, 40 fr. (55 fr.). — **KARL MARX** : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.). — **LASHORTS** : Qu'est-ce que le Proletariat ? 15 fr. (25 fr.).

Mon amie Vassia, 350 fr. (420 fr.). — **Marc DVORZETSKI** : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 francs). — **A. CHIGA** : Au pays du mensonge déconcertant, 300 fr. (350 fr.). — **Sibérie**, terre de l'exil et de l'industrialisation, 350 fr. (405 fr.). — **PAUL RASSINIER** : Le mensonge d'Ulysse, 315 fr. (370 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT et **G. HARMEL** : Histoire de l'Anarchie, tome I, 750 fr. (845 fr.). — **LISSAGARAY** : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — **CRAPPEUILLOT** : Histoire de la Guerre (fasc. I), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. III), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (Fasc. V), 300 fr. (345 francs). — Bobards 39-45, 300 fr. (330 fr.). — **François BARRET** : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — **DOLLEANS** : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 francs (495 fr.). — (Tome II 1871-1938), 450 francs (495 fr.). — **ALEXANDRE** : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 francs). — **L. LOUVET** : Découverte de l'Anarchisme, 250 fr. (35 fr.). — **B. ROUGER** : La Vie Heroïque de Rosa Luxembourgeois, 40 fr. (50 fr.). — **DOMMANGER** :

Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 francs). — **Ida METT** : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — **P. LAPEYRE** : De Gaulle tout nu, 25 fr. (30 fr.). — **A. LORULOT** : Les Crimes de la Colonisation, 35 fr. (45 fr.). — **HEM DAY** : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — **A. ROESTLER** : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — **André et Dori PRUDHOMMEAUX** : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 5072-44.

Sébastien FAURE

Les 12 propos subversifs en un seul volume réédités par les amis de Sébastien Faure 280 fr. Franco R. 338 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

L'UNITÉ SYNDICALE ? OUI ! MAIS DANS L'ACTION...

LA quiétude des temps présents, sur le terrain syndical, permet aux militants de faire le point d'une situation confuse à l'extrême. Les esprits, libérés momentanément de l'excitation des grands mouvements ouvriers, tentent d'analyser les solutions qui redonneront aux travailleurs la confiance en leurs propres forces et au syndicalisme sa virulence passée. Les militants, soucieux d'efficacité, sont amenés à entrevoir — sinon l'unité organique des syndicats ouvriers — du moins la coordination des actions à engager, leur contenu et leurs objectifs. L'UNITÉ est le mot d'ordre du jour.

Au travers des expériences de ces dernières années, le syndicalisme officiel, reconnu d'utilité publique, a grandement fait la démonstration de son inconstance. Il a étalé au grand jour, bien à contre-cœur, son incapacité d'élever les conditions d'existence de la classe ouvrière, non seulement les bouillottes concurrentes, qu'elles soient, n'ont pu satisfaire les modestes revendications d'un prolétariat fatigué, mais encore, se sont-elles écartées des buts que se fixaient les innovateurs du syndicalisme : l'abolition du patronat et du salariat. Ceux qui, aujourd'hui se réclament d'un syndicalisme traditionnel font figures d'anachroniques. La cause essentielle en est, que les travailleurs — y compris les plus actifs — ne croient plus en la valeur effective des syndicats. Qu'il nous suffise de jeter un regard sur les mouvements importants qui eurent lieu depuis la « libération » : tous, conditionnés par des impératifs politiques partisans, ont abouti à un échec. Les maigres avantages « arrachés » au prix de durs efforts, ne représentaient pas les sacrifices qu'ils avaient nécessité (1). Personne ne se fait désormais d'illusions sur leurs conséquences. Que ce soit pour les conventions collectives, le minimum vital, les accords locaux de salaires ou la Sécurité sociale, le renforcement de l'intervention de l'Etat dans la répartition des revenus, est une hypothèque flagrante que les centrales syndicales portent la responsabilité.

Les méthodes de lutte, qui avaient peut-être au dix-neuvième siècle leurs significations, sont aujourd'hui manifestement périmées. Bien mieux, elles ne font qu'appauvrir et ébranler la classe ouvrière dont le pouvoir d'achat est aujourd'hui, plus que jamais, soumis à rude épreuve.

La recherche de méthodes plus efficaces s'impose donc, mais dans la clarté.

L'unité d'action ou l'union organique peuvent-elles concourir à balayer les routines d'un syndicalisme encombré d'incapables, de trafiquants, de doctrinaires, falots, si ce n'est de pleutres ? nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le syndicalisme soit un bréviaire dans lequel chacun vient y puiser la vérité inébranlable et révélée. Il peut et doit grouper les travailleurs dans une action commune, qu'elle soit la vérité inébranlable et révélée. Il peut et doit grouper les travailleurs dans une action commune, qu'elle soit la vérité inébranlable et révélée. Il peut et doit grouper les travailleurs dans une action commune, qu'elle soit la vérité inébranlable et révélée.

La Paix diplomatique c'est encore la guerre

(Suite de la première page)

Vont-ils sauver le prestige de l'O.N.U. en faisant payer cher chaque morceau de terrain ?

Mystère qui, comme tous les mystères diplomatiques, s'éclaircit avec beaucoup de sang.

Quels que soient les efforts tentés par les leaders de la conférence du Commonwealth tenue récemment à Londres pour créer une troisième force asiatique, médiatrice, dans les conflits qui opposent l'Europe et l'Asie, il est malaisé de supposer que de louables intentions soient suffisantes pour réduire des rivalités complexes.

Et pour les mêmes raisons il serait excessif de penser que le neutralisme qui veut dire en clair : « Egorez-vous mais épargnez-nous », puisse avoir dans l'immense conflit mondial une influence calmante.

Le problème reste entier. Il existe de par le monde un nombre de personnes plus grand que les fanatiques de la guerre. Et la grande question c'est de réunir ces forces qui veulent communément lutter contre la guerre malgré le rideau sanitaire, le rideau de fer et le rideau de bambous. C'est cette préoccupation qu'exprime le 3^e FRONT ANTICAPITALISTE ET ANTITOTALITAIRE.

L'homme de la ville et de la campagne, le travailleur manuel et intellectuel, qu'il soit d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, est attaché à la paix parce que les malheurs de sa vie deviennent plus grands encore avec la guerre. Brisé dans un engrenage social, étourdi par des faits qui le cernent, atomisé dans une collectivité froide, les réflexes de la conservation le poussent d'instinct vers cette 3^e POSITION capable de détruire l'ennemi capitaliste et étatique de l'intérieur et, avec lui, les causes de guerre.

ZINOPOLIS.

get, et tant d'autres, se sont bien gardés de présenter le syndicalisme comme un corps de doctrine absolu, mais au contraire telle une réalité permanente, un moyen d'action — et non le seul — à l'usage des travailleurs, pour lutter contre leur exploitation. Toutefois, nous savons que le syndicalisme est souvent influencé, de l'extérieur et à l'intérieur, par des éléments dynamiques avec lesquels les dirigeants doivent compter. Partant de cette distinction, notre position sur l'unité syndicale coule de source. La question de l'unité organique paraît, alors, bien secondaire. L'unique condition d'efficacité, étant l'unité à la base, sur le tas, encore faut-il préciser autour de quoi faire cette unité.

Selon nous, l'unité organique ne pourrait que sacrifier les buts fondamentaux du syndicalisme. Le regroupement, dans une même centrale, d'éléments divers, tiraillés par les partis politiques et les intérêts de clans, signifierait des concessions importantes sur le plan des principes de la lutte de classes, de la Révolution. Le champ d'action serait alors dangereusement limité. Comment concilier le spiritualisme chrétien avec le sectarisme stalinien ou le réformisme de F. O. ? Qu'ed viendrait-il, dans un tel magma, des éléments révolutionnaires, contraints aux conciliations, sans lesquelles l'unité organique n'aurait plus de sens ? Le désir de ne pas déplaire au camarade chrétien ou au militant stalinien, impliquerait obligatoirement l'abandon des objectifs pour lesquels luttent les révolutionnaires. Et puis, pouvons-nous penser que les tenants actuels du pouvoir syndical accepteraient, de bon gré, cette unité organique, qui ne pourrait que les desservir ? Car ce qui est valable pour les révolutionnaires, l'est aussi

pour les politiciens. Nous ne nions pas, qu'en fonction de circonstances particulières les pontifes ne soient, un jour, amenés à fusionner. Ils ont su, dans bien des cas, créer l'unité de façade nécessaire pour maintenir : qui leurs privilèges, qui leur domination sur le mouvement ouvrier. Cette unité ne pourrait nous satisfaire et, tous les problèmes de l'action restent posés.

Au contraire, nous pensons, que le pluralisme syndical amoindrit, d'une part, l'influence des bureaucrates et, d'autre part, laisse aux militants révolutionnaires les coudées franches. Si la classe ouvrière est ardente, ils peuvent l'influencer et ils sauvent, dans ce cas, dépasser les cadres syndicaux. Par contre, si elle est amorphée, avachie, nous ne voyons pas pourquoi ils accentueraient, à leur tour, le recul, en essayant de la rassembler sur des positions verrouillées. Nous voyons dans tout cela que la question de l'affiliation à telle ou telle centrale, est plus une affaire d'opportunité de choix (en fonction de possibilités, variables d'ailleurs suivant les entreprises ou les corporations) qu'une règle absolue. Le critère étant : action constante et cohérente à la base et dans les

L'INFLATION ET L'ÉTAT

(Suite de la première page)

retraités qui font les frais de la hausse des prix au profit de l'Etat, mais aussi les salariés, dont le pouvoir d'achat se traîne toujours derrière l'augmentation des prix. Et n'oublions pas que l'Etat, en France, est le principal patron.

« Voilà », comme dit Alfred Sauvy

LE COMBAT PAYSAN

LA GREVE DES PLANTEURS DE TABAC DANS LE LOT-ET-GARONNE

Sur de vagues promesses formulées par M. Plevin, les producteurs avaient repris les livraisons. L'administration demeurant intrinsèque sur la fixation du prix du tabac à 295 fr. le kilo, malgré l'augmentation des frais de production, les planteurs ont donc repris la grève pour l'obtention de 350 fr. par kilo.

MENACE DE SAISIE EN CHARENTE-MARITIME

Les agriculteurs, le 19 novembre dernier, avaient empêché la vente-saisie du cheptel de M. Pommerat à Chantenet canton de Montlieu. Le 21 janvier à 9 heures une nouvelle tentative aura lieu. Les paysans sont déjà alertés.

CHEZ LES OUVRIERS AGRICOLLES DANS L'AINSE

Après les bûcherons qui avaient obtenu dans l'Ainse de 12 à 15 % d'augmentation de salaires c'est au tour des ouvriers agricoles d'obtenir satisfaction avec une augmentation de 20 % des salaires agricoles.

Cette victoire a pu être arrachée grâce à la très forte pression des ouvriers agricoles sur leurs syndicats respectifs qui s'étaient quelque peu endormis.

CHEZ LES OUVRIERS AGRICOLLES DE SEINE-ET-MARNE

Les ouvriers agricoles de ce département obtiennent une augmentation moyenne de 6 francs de l'heure.

Les hommes de journée gagnent ainsi 59 fr. 50, les charretiers 66 fr., les ouvriers agricoles, les manœuvres et les bonnes de fermes : 58 fr. 50.

C'est peu. Et les salariés de l'agriculture n'obtiennent pas là les « avantages substantiels » que veulent y voir leurs syndicats. Quant aux ouvriers des battages et aux ouvriers forestiers, ils attendent encore ces « avantages substantiels » !

LE GOUVERNEMENT SE SUCRE

Pour un prix de 4.500 fr. à la tonne de betteraves et pour un ren-

dement de 130 kilos, le prix du sucre extrait d'une tonne est de 13.650 francs, c'est-à-dire trois fois plus.

Sur ces 13.650 francs, le salaire compte relativement peu. Les bénéfices des trusts sucriers comptent pour beaucoup par contre. L'Etat, pour sa part, à l'aide des multiples taxes, se sucre bel et bien. Taxe à l'achat de 1 % ; taxe à la production de 13,5 % ; taxe sur les transactions, 1 % ; taxe spéciale, 1 % ; taxe additionnelle, etc... représentent en effet 17,95 % du prix de vente, soit 19 francs sur 1 kilo de sucre. Les taxes destinées à alimenter le fonds de solidarité agricole (elles ne sont pas en cause ici) évaluent l'ensemble des impôts à 23 francs par kilo de sucre.

Dans les 19 francs pris par l'Etat il y a de quoi élever le salaire des ouvriers agricoles et en même temps de permettre une baisse substantielle sur un produit de première nécessité pour les familles ouvrières et paysannes.

HAUSSE DES TRANSPORTS MARCHANDISES

L'augmentation récente du prix de l'essence de 3 fr. 80 par litre laissait prévoir un mauvais coup.

La S.N.C.F. n'a même pas attendu que la hausse du transport routier consécutif à la hausse de prix de l'essence soit chose faite pour faire des « rajustements provisoires » pour un grand nombre de marchandises, la hausse moyenne étant de 5 %.

Conséquence, les produits de la campagne seront un peu plus chers sur les marchés des villes.

HAUSSE SUR LE SULFATE DE CUIVRE ET LES TOURTEAUX

D'après le « Bulletin officiel des services de prix » du 13 janvier :

Le prix des 100 kilos de sulfate de cuivre gros cristaux est porté de 6.220 francs à 6.887 francs, soit une augmentation de 10,7 % à laquelle s'ajouteront des taxes et le « prélevement » des intermédiaires.

En outre, il est fortement question d'augmenter de 800 francs par quintal le prix des tourteaux, soit de près de 30 %.

Ces hausses et d'autres promettent de « beaux jours » pour le pouvoir d'achat des classes laborieuses.

La hausse des prix

(Suite de la première page.)

C'est là le grand côté faible du mouvement ouvrier. Tant qu'il n'a pas trouvé le moyen de se passer de la machinerie étatique et capitaliste son sang et sa sueur sont le carburant classique qui fait marcher l'ensemble de la mécanique.

Si l'Etat excelle à mettre entre les mains des travailleurs enrégimentés des bazookas ou des canons sans recul, il n'est pas qualifié pour administrer les choses comme la logique l'exigerait, c'est-à-dire : assurer le droit à la vie dans la liberté et non dans un climat de haine et de réalité. Mais le pire c'est que dans les profondeurs de la population, le destin guerrier de l'Etat n'est pas encore bien compris, il est si peu que le « Vel' d'Hiv' » peut encore se remplir à craquer pour entendre l'homme aux deux grands bras (qui monte et qui descend), vociférer en termes flasques, sur un régime qu'il veut refaire en faisant la trique plus lourde.

La mégalomanie du bureaucrate de Carlton Garden s'irrite qu'un talent de 2 mètres de haut ne soit pas plus obséquieusement sollicité.

L'ACTION CONTRE LE COURANT

Les travailleurs écorchés des politiciens, mais sans plus, les classes moyennes effrayées de la gabegie fiscale, devraient pourtant comprendre que ce n'est pas un symbole qui magiquement remètera tout en ordre, mais que ce n'est qu'un effort vers l'ordre, c'est-à-dire un effort vers la gestion directe des entreprises, un effort vers l'assainissement de la distribution en détruisant les circuits commerciaux abusifs ou inutiles. Le problème n'est pas un problème de prétentions monarchiques et de lois de violence et de crimes, c'est un problème d'intelligence humaniste, de solidarité, de coopération, de compétence et de justice. Et ce problème ne peut être résolu que par la grande masse des travailleurs manuels et intellectuels, dans l'entreprise et dans la commune. Mais quel coup de balai ! Prêtres, sous-préfets, maires, agents du pouvoir central quel nettoyage à faire, car la saleté s'est accumulée pendant des siècles et la couche est épaisse.

Le problème social aujourd'hui face à la guerre qui menace et face aux manigances de la méthode répressive dite « Défense en surcoût » est un problème de courage et d'audace. En effet, il faut soulever la chape de plomb de la propagande de guerre pour pouvoir trouver des raisons de défendre le « biteback » malgré le vote du budget de réarmement. Car il n'y a pas seulement l'expression des divisions sociales, il y a l'aggravation du capitalisme et de l'Etat responsable de la misère, des taudis, de l'écologie ouvrière et ce climat de déses-

poir qui ouvre la porte à toutes les défaillances et à toutes les aventures.

Il est plus facile pour l'Etat de ralentir l'électrification Dijon-Lyon que de décommander les fameuses « Jeeps » qu'on dit capables de traverser les sables. Il est plus facile d'encourager la production d'alcool et faire payer aux contribuables la vente à perte à l'extérieur, que de voter des crédits pour continuer la construction de barrages. Il est plus facile de « remettre en état » l'armée que de créer les conditions qui fassent la vie moins empoisonnée.

Mais l'Etat et les Etats complices contre d'autres Etats complices n'ont des talents d'organisation que lorsqu'ils peuvent travailler sur une matière humaine qui vit dans le cadre du code pénal, ils ont des talents de gestion que lorsqu'ils est possible de voler d'une telle manière que le volé n'a plus conscience de l'être.

Ainsi par exemple, lorsque les capitalistes anglais rafflent toutes les richesses du commonwealth étain, caoutchouc, laine et les négociants avec une marge bénéficiaire formidable, les ouvriers producteurs de ces matières les consommateurs utilisateurs du produit fini n'ont pas conscience d'avoir été victimes de la plus subtile escroquerie qui soit : payer très cher une marchandise et recevoir pour la produire une somme dérisoire. Et c'est pourtant cette grossière opération qui se répète des millions de fois qui représente les valeurs de la civilisation chère à Attlee et à Truman sans oublier les adorateurs de la terreur orientale sur lesquels il y a beaucoup à dire.

La guerre de Corée a bon dos lorsqu'on veut nous faire croire qu'elle est la cause de la remise en question de tous les progrès économiques. Un siècle d'études économiques et politiques révolutionnaires nous a montré la nature de l'économie de l'Etat qui est une économie de guerre normale.

Toutes les causes de conflit se situent dans les Etats il serait donc absurde de penser que les Etats sont qualifiés pour résorber ces causes, c'est-à-dire à avoir une politique de paix authentique.

Qu'importe à l'Etat le dockeur chômeur, le mineur frappé par le grison, le peintre, le teinturier, l'ouvrier chimiste frappés par la maladie professionnelle !

La hausse des prix n'inquiète plus Buron que les économistes torréfiés dans les « grandes écoles » des services économiques, la hausse des prix c'est une ligne ininterrompue depuis que l'Etat a « de gros frais » et que le peuple est la vache à lait inépuisable.

Quelle tactique le prolétariat doit-il mettre au point pour en finir avec cette vie infernale ? Va-t-il se laisser amuser plus longtemps avec des « grèves » patriotiques et des « grèves » tournantes pour donner satisfaction aux astrologues de l'Histoire chargés de résoudre les énigmes du couloir de Staline ou de son successeur ? Aujourd'hui, les métallurgistes indiquent la voie à suivre en agissant pour le droit de cession de l'entreprise par les travailleurs. La cession, si imparfaite soit-elle est déjà un progrès par rapport à l'Etat ou au capitalisme privé, maîtres de l'avenir de l'entreprise.

Les ouvriers de Gagnès-sur-Mer (Alpes-Maritimes) qui travaillent dans une entreprise de charpentes métalliques et d'appareils frigorifiques montrent également la voie en réclamant de faire tourner l'usine ; il est évident que la direction qui doit de 15 à 20.000 fr. à chaque ouvrier répondra par un camion de C.I.S., mais des cas de ce genre ne peuvent pas se répéter dans le pays et il serait facile de juguler la hausse, déjouer les plans de guerre et pousser à l'imitation dans toute l'Europe et peut-être ailleurs.

THIERRY.

S. I. A.

Grand Festival Familial

FRANCO-ESPAGNOL

Salle des Sociétés Savantes

LE 27 JANVIER

de 20 heures à minuit

et... BAL DE NUIT jusqu'à l'aube

Métro : Odéon

L'ACTION UNIVERSITAIRE

LES appels aux Etudiants que nous avons lancé dans les précédents numéros du « Lib' » ne sont pas restés sans écho. Nombreux en effet sont les Universitaires qui suivent avec sympathie l'action de notre Fédération. A leur intention, schématisons brièvement comment se conçoit l'action anarchiste dans les Facs.

Soulignons tout d'abord que notre but ne doit pas être le regroupement d'une masse hétéroclite et sans consistance : il ne s'agit pas de proclamer « qui que vous soyez, venez à nous », mais de réunir des éléments sérieux en vue d'une action révolutionnaire collective et concertée.

Pour détecter ces éléments, il nous faut pratiquer systématiquement la politique de présence. C'est dans la mesure où nous manifesterons notre existence, où nous saurons mettre en relief l'ESPRIT « 3^e FRONT » qui nous anime, que nous pourrions espérer non seulement attirer les meilleurs éléments d'une masse étudiante qui est dans un piteux état, mais aussi convaincre nos adversaires que nous sommes une force avec laquelle il faut compter, et surtout arracher aux groupements qui s'opposent à nous leurs éléments les plus conséquents. Nous avons la certitu-

de qu'actuellement aucun groupement étudiant ne satisfait entièrement ses adhérents et c'est à partir de cette certitude qu'il nous faut orienter notre action.

Par conséquent, il incombe aux étudiants qui se veulent révolutionnaires, de se manifester :

1^o) au sein de la masse inorganisée, par une attitude dynamique et réaliste.

2^o) Dans les organismes étudiants, en tant qu'éternels « empêcheurs de dormir en rond » (si j'ose dire).

3^o) Auprès des « Autorités » universitaires pour protester à chaque infraction à l'encontre des maigres libertés qui nous sont encore consenties.

Cela requiert déjà la coordination des efforts. Il nous faudra donc, avant tout, nous maintenir en rapport avec les camarades agissant sur le même terrain que nous et ne rien négliger pour établir des liaisons nouvelles.

Le combat révolutionnaire sur le plan universitaire ne peut être productif que si nous sommes tous dominés par le sonnet de la COORDINATION DE NOTRE ACTION.

Pierre HEM.

Ecrire : Responsable étudiant. Commission des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris-X^e.